



**MINISTÈRE  
DE L'ÉCONOMIE,  
DES FINANCES  
ET DE LA RELANCE**

Liberté  
Égalité  
Fraternité

Direction générale du Trésor



# BRÈVES ÉCONOMIQUES D'ASIE DU SUD

UNE PUBLICATION DU SERVICE ÉCONOMIQUE REGIONAL

DE NEW DELHI

N° 13 – Du 14 avril au 20 avril 2023

## En bref

**Afghanistan** : La Chine envisage d'investir 10 Mds USD pour l'exploitation de gisements de lithium en Afghanistan. Rencontre à Dubaï entre le secrétaire adjoint pour l'Afghanistan, Thomas West et le comité pour les affaires afghanes des Emirats Arabes Unis. Les autorités afghanes souhaitent accélérer la mise en œuvre des projets de développement.

**Bangladesh** : La compagnie publique de transport maritime BSC veut acquérir six porte-conteneurs pour 360M USD. Le Bangladesh développe le recours au yuan et à la roupie. Le nombre de passagers internationaux dans les aéroports dépasse le niveau de 2019. Signature d'un projet de 230M USD avec la Banque Asiatique de Développement (BASD) pour la gestion des inondations.

**Bhoutan** : Consécutivement à la sortie du statut de PMA du Bhoutan, le pays devra adhérer à l'Organisation mondiale du commerce.

**Inde** : *Politique commerciale* : Les Etats-Unis, premier partenaire commercial de l'Inde en 2022-2023. Visite de Tim Cook, directeur général d'Apple en Inde. *Politique monétaire* : L'inflation à son plus bas niveau depuis 29 mois en mars. Les minutes du MPC transmettent un message équilibré quant aux perspectives de la politique monétaire.

**Maldives** : Les revenus du gouvernement augmentent de 14,6% en g.a. au T1 2023. Le ministère de l'environnement et la JICA signent un accord pour le lancement d'un projet de 66 MUSD pour la protection du littoral et la gestion des risques côtiers.

**Népal** : Le Népal ambitionne de devenir un exportateur majeur d'électricité d'ici 2025. Les importations népalaises enregistrent une hausse significative entre la mi-mars et la mi-avril.

**Pakistan** : 9<sup>ème</sup> revue du programme FMI – poursuite des discussions sur la mobilisation de financements complémentaires. Excédent du compte courant à 645 M USD. Hausse de 62% des flux entrants d'IDE en mars. Chute de la production industrielle et des exportations textiles. L'opérateur chinois de la mine de Thar annonce diminuer de moitié sa production sur fond d'impayés liés au contrôle des changes. Le Pakistan a passé sa première commande de pétrole brut russe à prix réduit.

**Sri Lanka** : La France, le Japon et l'Inde annoncent la création d'une plateforme commune de négociation pour la restructuration de la dette bilatérale. Retour du PMI manufacturier en zone d'expansion et expansion des services en mars.

## Afghanistan

La Chine envisage d'investir 10 Mds USD pour l'exploitation de gisements de lithium en Afghanistan

Selon le ministère afghan des Mines et du Pétrole, Gochin, une entreprise chinoise, souhaiterait investir plus de 10 Mds USD pour l'exploitation de gisements de lithium en Afghanistan. Cet investissement générera près de 120 000 emplois directs et 1M d'emplois indirects, selon Shahabuddin Delawar, ministre par intérim des Mines et du Pétrole.

L'entreprise chinoise aurait également offert de réhabiliter les infrastructures du col de Salang (au nord de Kaboul) et de creuser un autre tunnel dans un délai de sept mois pour faciliter le transport du lithium. En outre, Gochin propose de construire un barrage hydroélectrique à proximité du gisement et de goudronner un réseau routier dans la région du Laghmân. Des investissements certes conséquents, mais qui restent anecdotiques par rapport à l'ampleur des gisements de lithium de l'Afghanistan, dont la valeur totale est estimée à plus de 1000 Mds USD.

La Chine semble s'intéresser de plus en plus aux ressources naturelles présentes en Afghanistan. De fait, en janvier 2023, l'entreprise CPEIC (*China Petroleum Economics and Information Research Center*) a signé un contrat pour l'exploitation du champ pétrolifère d'Amu Darya, d'une superficie de 4,5 km<sup>2</sup>. Cet accord prévoit également des investissements dans le pays à hauteur de 150 M USD la première année et 540 M USD les trois années suivantes.

Il convient également de souligner la proximité croissante entre le gouvernement chinois et les Talibans. La Chine est d'ailleurs un des seuls pays (avec la Russie) à avoir gardé son ambassade ouverte à Kaboul.

Rencontre à Dubaï entre le secrétaire adjoint pour l'Afghanistan, Thomas West et le comité pour les affaires afghanes des Emirats Arabes Unis

Cette réunion s'inscrit dans le cadre de la visite régionale de M. West, qui se rendra ensuite au Qatar et en Turquie pour échanger sur des questions liées à l'Afghanistan, selon un communiqué du département d'Etat américain.

Le comité pour les affaires afghanes des Emirats Arabes Unis a rencontré M. West la semaine dernière à Dubaï. L'ordre du jour portait sur les difficultés auxquelles sont confrontés les hommes d'affaires afghans établis à l'étranger. Le panel était composé d'hommes d'affaires, de dirigeants de banques afghanes, du président de la Chambre de l'Industrie et des Mines d'Afghanistan, d'un représentant de la Société Financière Internationale (filiale de la Banque Mondiale) ainsi que d'un membre de la Chambre de Commerce et d'Investissement de l'Afghanistan (ACCI). L'ACCI a d'ailleurs réitéré son appel à la levée des sanctions américaines contre les banques afghanes, qui freinent les grands projets d'infrastructures dans le pays.

Selon plusieurs communiqués de presse, des promesses de collaboration ont été faites dans l'optique de développer l'économie et le système financier afghans, améliorer le travail des femmes et faciliter l'accès à la nourriture.

Les autorités afghanes souhaitent accélérer la mise en œuvre des projets de développement

L'agence publique de développement afghane, la *National Development Corporation*, en charge de la mise en œuvre des projets d'infrastructures, prévoit de reprendre au cours de l'année solaire 1402 (mars 2023-mars 2024) les quelque 72 projets, d'un montant équivalent à 17 M USD, qui avaient été interrompus à la suite de la prise de pouvoir des Talibans et d'accélérer les travaux sur dix grands projets nationaux en cours.

Par ailleurs, le directeur adjoint de l'agence a affirmé que plusieurs projets de barrages et canaux ont été achevés avec succès.

## Bangladesh

La compagnie publique de transport maritime BSC veut acquérir six porte-conteneurs pour 360M USD

Le Bangladesh dépend très largement des entreprises étrangères de transport maritime, au premier rang desquelles Maersk et CMA-CGM. Afin de développer ses activités, l'entreprise publique Bangladesh Shipping Corporation (BSC) a envoyé une proposition à la Planning Commission pour l'achat de six nouveaux porte-conteneurs. S'il est accepté, le projet sera ensuite soumis à l'Economic Relations Division (ERD) pour identifier une source potentielle de financement externe. Le coût est estimé à 38 Mds Tk soit 360M\$ et ce projet devrait pouvoir rapporter environ 120M USD par an en exploitant 600.000 conteneurs équivalent vingt pieds entre Chittagour et Singapour.

Parallèlement, BSC a obtenu la validation de son projet d'achat de quatre navires pétroliers pour 26 Mds Tk (245M\$) assorti d'un financement chinois. Cela permettra d'accroître la capacité de 388.000 tonnes en tout. Afin de faciliter le déchargement des cargaisons, la Bangladesh Petroleum Corporation a lancé un projet intitulé "Installation of Single Point Mooring (SPM) with Double Pipeline", afin de transférer le pétrole directement de l'océan aux dépôts par des navires-citernes.

[Le Bangladesh développe le recours au yuan et à la roupie](#)

Des négociations sont en cours depuis fin 2022 entre le Bangladesh et l'Inde afin de promouvoir des devises autres que le dollar pour les échanges commerciaux entre les deux pays. Ainsi, lors d'une réunion ministérielle sur le commerce en décembre 2022, l'Inde a proposé d'introduire la roupie comme monnaie d'échange pour les deux pays.

Les opérations bancaires en taka et en roupie seront dans un premier temps réalisées par Sonali Bank et Eastern Bank pour la partie bangladaise et State Bank of India et ICICI Bank pour le côté indien, dès lors que les accords des

banques centrales respectives seront donnés. Ces opérations pourraient représenter jusqu'à près de 2Mds USD chaque année, ce qui correspond au niveau des exportations bangladaises vers l'Inde. Le reste des importations de New Delhi vers Dacca (au total 13,7Mds USD en 2021-22) continueront d'être libellés en dollars.

Dans le même temps, le Bangladesh devrait utiliser le yuan pour le règlement de ses importations et pour le remboursement de certains prêts. D'après la presse, les sanctions prises pour limiter l'accès de la Russie à SWIFT ont eu pour effet d'empêcher le remboursement de plusieurs échéances (320M) sur le projet de la centrale nucléaire de Roopur financé par la Russie, dont l'enveloppe de prêt porterait sur un total de 12 Mds USD. Dans le cadre de ce nouvel accord, qui doit être validé par la Primature, le Bangladesh effectuerait les paiements en yuan par l'intermédiaire d'une banque chinoise. Les bénéficiaires russes les recevront par l'intermédiaire du système chinois Cross-Border Interbank Payment System (CIPS).

[Le nombre de passagers internationaux dans les aéroports dépasse le niveau de 2019](#)

D'après les données de l'autorité de l'aviation civile (CAAB), le nombre de passagers internationaux dans les aéroports bangladais a atteint 9,1 millions en 2022, en hausse par rapport au niveau pré-pandémie de 8,6M en 2019. Le COVID-19 avait fortement affecté le trafic aérien du pays, limitant la fréquentation à 2,5M en 2020 et 3,9M en 2021.

Le secteur a notamment bénéficié de la réouverture des frontières, notamment pour les travailleurs expatriés. En effet, les données du Bureau of Manpower Employment and Training indique que 1,1M nouveaux expatriés ont migré en 2022, un niveau jamais égalé dans l'histoire du Bangladesh. En moyenne sur la dernière décennie, le nombre de départs était en moyenne de 0,6M de personnes.

Une trentaine de compagnies aériennes desservent le Bangladesh depuis l'étranger, dont trois compagnies bangladaises : la compagnie

nationale Biman et deux entreprises privées US-Bangla et Novo Air.

### Signature d'un projet de 230M USD avec la BAsD pour la gestion des inondations

La Banque Asiatique de Développement (BAsD) va prêter 230M USD au Gouvernement du Bangladesh pour un projet visant à contribuer aux efforts de réhabilitation et de reconstruction dans la région du nord-est du pays touchée par d'importantes inondations dévastatrices en juin 2022. Ces dernières auraient touché plus de 7 millions d'habitants d'après les Nations-Unies.

Le projet propose une approche complète : infrastructures pour limiter les futures inondations, résilience des réseaux d'irrigation, reconstruction de routes secondaires, de chemins de fer, de digues et de puits. Il va également promouvoir l'utilisation de pompes solaires pour l'irrigation.

## Bhoutan

### Consécutivement à la sortie du statut de PMA du Bhoutan, le pays devra adhérer à l'Organisation mondiale du commerce

Pour rappel, le Bhoutan a rempli avec succès les critères de sortie du groupe des pays les moins avancés (PMA) lors des examens triennaux des Nations-Unies de 2015 et 2018 et devrait sortir du groupe des PMA en décembre 2023.

Quand bien même le Bhoutan commercerait déjà avec une centaine de pays, l'adhésion confère aux produits bhoutanais un accès non discrétionnaire au marché des 164 pays membres. Le pays fera également partie des négociations commerciales en matière de réglementations multilatérales. En outre, les grandes règles et principes de l'OMC fournissent un cadre stable, susceptible d'encourager les flux d'investissement direct étranger.

En revanche, le Bhoutan a souligné que les accords bilatéraux établis avec l'Inde et le Bangladesh prévaudraient sur tout autre accord défini dans le cadre de l'OMC.

## Inde

### Politique commerciale

#### Les Etats-Unis, premier partenaire commercial de l'Inde en 2022-2023

Reflète des liens économiques croissants entre les deux pays, les Etats-Unis sont devenus au cours de l'année budgétaire 2022-2023 le premier partenaire commercial de l'Inde, devant la Chine. Sur la période, l'Inde a par ailleurs enregistré un excédent commercial significatif - de 28 Mds USD - avec les États-Unis.

Selon les données provisoires du ministère du Commerce, le commerce entre l'Inde et les États-Unis a ainsi augmenté de 7,65 % pour atteindre 128,55 Mds USD en 2022-2023 contre 119,5 Mds USD un an plus tôt.

Dans le détail, les exportations indiennes vers les États-Unis ont augmenté de 2,81 % pour atteindre 78,31 Mds USD en 2022-2023 contre 76,18 Mds USD en 2021-2022, tandis que les importations indiennes en provenance des États-Unis ont bondi de 16 % pour atteindre 50,24 Mds USD.

Les principaux produits exportés par l'Inde vers les États-Unis comprennent du pétrole, des diamants polis, des produits pharmaceutiques et des bijoux, alors que les principaux biens importés en provenance des États-Unis sont le pétrole, les diamants bruts, le gaz naturel liquéfié, l'or et le charbon.

En revanche, au cours de la période, le commerce bilatéral de l'Inde avec la Chine a diminué d'environ 1,5 % à 113,83 Mds USD.

Les exportations vers la Chine ont ainsi chuté d'environ 28 % à 15,32 Mds USD en 2022-23, tandis que les importations ont continué à augmenter - de 4,16 % pour atteindre 98,51 Mds USD au cours du dernier exercice. Le déficit commercial s'est ainsi creusé à 83,2 Mds USD au cours du dernier exercice, contre 72,91 Mds USD en 2021-22.

Les Émirats arabes unis, avec 76,16 Mds USD de biens échangés sur le dernier exercice budgétaire, ont été le troisième partenaire

commercial de l'Inde, suivis par l'Arabie saoudite (52,72 Mds USD) et Singapour (35,55 Mds USD).

Les experts estiment que la tendance à l'augmentation du commerce bilatéral avec les États-Unis se poursuivra dans les années à venir, New Delhi et Washington s'étant engagés à renforcer leurs liens économiques.

### Visite de Tim Cook, directeur général d'Apple en Inde

Tim Cook, directeur général d'Apple, a inauguré le premier magasin de détail du groupe en Inde à Bombay. Un deuxième magasin a également été inauguré dans la capitale Delhi. L'ouverture des deux premiers magasins Apple la même semaine souligne ainsi les fortes ambitions du groupe pour ce marché, à la fois en termes de vente mais aussi de production.

L'i-Phone ne représente que 5 % du marché du smartphone indien, qui compte plus de 600 millions d'utilisateurs, mais sa part devrait continuer à augmenter dans les prochaines années. Apple a ainsi déjà vu son chiffre d'affaires en Inde augmenter de 45 % en 2022 par rapport à 2021 pour atteindre 4 Mds USD. L'Inde ne représente toutefois que 1,5 % du chiffre d'affaires total du groupe, mais selon Tim Cook le potentiel de croissance du pays est très élevé, ce qui devrait en faire un des principaux marchés du groupe à l'avenir.

Mais Apple a également comme objectif de faire de l'Inde l'un de ses principaux centres de production afin de réduire sa dépendance vis-à-vis de la Chine (où l'essentiel des i-Phone sont aujourd'hui produits). Selon JP Morgan, le groupe, qui produit désormais environ 5 % de ses i-Phones en Inde, cible jusqu'à 25 % de leur production en dehors de la Chine d'ici 2025. L'Inde, et dans une moindre mesure le Vietnam, devraient être les principaux bénéficiaires de cette stratégie de découplage.

Tim Cook a en ce sens annoncé la création de 100 000 emplois supplémentaires du groupe Apple en Inde, soit un doublement de l'effectif actuel.

Les trois principaux fournisseurs d'Apple, attirés notamment par les subventions PLI (*Production-Linked Incentives*) et une main d'œuvre abondante à faible coût, sont déjà installés en

Inde (Foxconn, Pegatron, Wistron, etc.), dans le Tamil Nadu. L'Inde dispose également de sous-traitants locaux, comme le groupe Tata.

Apple étudie la possibilité d'étendre sa base de fabrication en Inde et d'introduire d'autres gammes de produits dans le cadre de l'initiative "Make in India". Le fabricant d'iPhone Foxconn est ainsi susceptible d'agrandir son usine de fabrication en Inde en ajoutant deux bâtiments supplémentaires sur son site près de Chennai.

### Politique monétaire

#### L'inflation à son plus bas niveau depuis 29 mois en mars

La hausse de l'indice des prix de détail (IPC) est revenue à 5,66 % en mars, passant sous le seuil de tolérance supérieur (établi à 6 %) de la Banque centrale, et ce pour la première fois en 2023. Cette baisse s'explique principalement par celle des prix des biens alimentaires, et en particulier des céréales et du lait, selon les données publiées par le Bureau national des statistiques. L'inflation sous-jacente a également reculé à son plus bas niveau depuis 18 mois, reflétant la moindre hausse des prix des produits manufacturés.

Selon plusieurs experts, l'inflation devrait rester inférieure à 6% dans les mois à venir, aidée par une base élevée, ce qui pourrait inciter la RBI à maintenir la séquence de pause mise en œuvre à l'issue du dernier MPC d'avril lors de la prochaine réunion du Conseil de la politique monétaire (MPC) en juin. Toutefois, la décision prise à l'issue de cette réunion dépendra également des données liées à la trajectoire de la mousson et des prix du pétrole brut, facteurs qui font tous deux peser un risque sur l'évolution des prix. L'autre élément susceptible d'agir sur les évolutions de taux directeurs de la RBI est la dynamique du taux de change, elle-même tributaire de l'ampleur des resserrements monétaires de la Banque centrale américaine.

#### Les minutes du MPC transmettent un message balancé quant aux perspectives de la politique monétaire

Malgré le fléchissement de l'IPC (cf. supra), les minutes du MPC (Conseil de Politique Monétaire de la RBI), qui pour mémoire a préféré surseoir à

toute hausse de taux directeur lors de sa dernière réunion, sont relativement balancées. Elles mettent en exergue les risques à la baisse sur la croissance, que renforcerait notamment l'éventualité d'un resserrement excessif de la politique monétaire de la RBI. Les taux réels s'inscriraient désormais à un niveau dépassant 1%, l'un des membres du MPC signalant le fait que l'incidence d'une hausse des taux d'intérêt sur les variables réelles (production, croissance) est beaucoup plus élevée que celle sur les variables nominales (inflation). Pour autant, les membres du MPC signalent la persistance de risques inflationnistes, induits notamment par les chocs sur les matières premières (pétrole et produits alimentaires). Dans ce contexte, une annonce du MPC indiquant qu'il est mis un terme au resserrement monétaire paraîtrait prématurée, d'autant plus que le marché pourrait en induire un signal d'assouplissement de la liquidité, ce que le MPC souhaite éviter à court terme. L'ancrage des anticipations d'inflation constitue une priorité du MPC, le gouverneur Das signalant en outre la nécessité de poursuivre les efforts en vue de parvenir à ramener l'inflation vers le centre de la cible, soit 4%.

## Maldives

Les revenus du gouvernement augmentent de 14,6% en g.a. au T1 2023

Sur la période janvier-mars les revenus de l'Etat s'élèvent à 8,5 Mds MVR (553 M USD), contre 7,4 Mds MVR (483 M USD) un an auparavant. Cette hausse est portée par l'augmentation des revenus fiscaux, qui passent de 5,5 Mds MVR à 6,8 Mds MVR. Elle s'explique en partie par la reprise du tourisme (en hausse de 21,5% en g.a. sur la même période) qui y contribue indirectement à travers l'impôt sur les sociétés perçu qui augmente de 44% (+498 MMVR) et directement à travers la TVA sur les biens et services touristiques dont les recettes augmentent de 24% (+ 549 MMVR). Cette dernière augmentation s'explique également par l'évolution de la TVA, qui est passée au premier janvier de 6 à 8% pour les biens et services généraux et de 12% à 16%

pour les biens et services touristiques. Les dépenses publiques augmentent quant à elles de 12,5% en g.a. sur la période janvier-mars, passant de 9,9 Mds MVR (642 M USD) à 11,1 Mds MVR (722 M USD). L'augmentation est de 11% pour les dépenses courantes et de 16% pour les dépenses d'investissement. Le déficit public au T1 passe donc de 2 Mds MVR (132 M USD) en 2022 à 2,6 Mds MVR (169 M USD) en 2023 alors même que le budget de l'Etat pour 2023 prévoit une réduction du déficit public à 8,3% du PIB contre 14,3% en 2022 et que le pays fait face selon le FMI à un risque élevé de surendettement. La dette publique s'élevait ainsi fin 2022 à 113% du PIB.

[Le ministère de l'environnement et la JICA signent un accord pour le lancement d'un projet de 66 MUSD pour la protection du littoral et la gestion des risques côtiers](#)

Le projet sera cofinancé par la JICA (Agence Internationale de Coopération Japonaise) à travers un don de 35,4 M USD, le Green Climate Fund (GCF) à travers un don de 25,1 M USD et le gouvernement maldivien à hauteur de 5,5 M USD. Le GCF, Fonds mondial mis en place par l'ONU, avait validé en juillet 2021 sa participation au projet "*Building Climate Resilient and Safer Islands in the Maldives*" qui s'inscrit dans son mandat visant à consacrer 50% de ses financements à l'adaptation au changement climatique. La signature de cet accord le 6 avril ouvre la voie au lancement du projet, pour une période de six ans. L'objectif du projet est de répondre à la vulnérabilité du pays face à la montée des eaux et à l'érosion des côtes alors que l'élévation moyenne du territoire par rapport au niveau de l'océan y est de 1,5m. Il comporte plusieurs composantes, dont la mise en œuvre d'un système de gestion intégrée des zones côtières (GIZC), des mesures de protection spécifiques à certaines zones, l'amélioration des systèmes d'alerte face aux événements climatiques extrêmes et l'installation de matériel d'observation et de collecte de données. La participation de l'Etat maldivien de 5,5 M USD passera par le *Maldives Green Fund*, financé par des taxes spécifiques (Green Tax) sur le tourisme.

## Népal

### Le Népal ambitionne de devenir un exportateur majeur d'électricité d'ici 2025

Le Sommet de l'énergie 2023 s'est tenu à Katmandou entre le 18 et le 20 avril avec pour clé de voûte le développement des énergies renouvelables. Ce sommet a été l'occasion pour le Premier ministre Puspa Kamal Dahal de réaffirmer l'ambition du Népal qui cherche à devenir un exportateur net d'électricité d'ici 2025 et ce même pendant la saison sèche.

Par ailleurs, le Premier ministre a reconnu la nécessité de poursuivre le développement de l'énergie verte, évoquant le réseau, les lignes de transmission et de distribution, afin de répondre à la demande industrielle et d'assurer un approvisionnement en électricité à la population dans son ensemble. En outre, selon le Premier ministre Dahal, le développement du réseau stimulera le commerce transfrontalier d'électricité en faveur du Népal.

Dans le cadre de ce sommet, de nombreux mémorandums d'entente ont également été signés. L'entreprise indienne Manikaran Power Limited a annoncé l'achat de 200MW d'hydroélectricité provenant de projets népalais. En outre, le Vice-Président de l'IPPA (*Independent Power Producers Association of Nepal*) a déclaré que la société minière indienne Vedanta venait de signer un protocole d'accord (*Purchase Power Agreement*) pour l'achat de 2000 MW d'énergie hydroélectrique.

Le sommet, auquel ont participé plus de 300 représentants provenant de 30 pays, précède d'ailleurs la réunion bilatérale sur l'énergie entre le Népal et le Bangladesh qui se tiendra à Dacca en mai, et confirme l'engagement du Népal à devenir un acteur majeur de l'hydroélectricité dans la région.

### Les importations népalaises enregistrent une hausse significative entre la mi-mars et la mi-avril

Selon le Département des douanes du Népal (DoC), les importations ont atteint plus de 990 M EUR (143 Mds NPR) entre la mi-mars et la mi-avril.

Ce record mensuel historique s'inscrit dans la tendance à la hausse observée depuis décembre 2022 en réponse à la levée des restrictions gouvernementales sur les importations. De fait les importations se sont élevées à 870 M EUR (126 Mds NPR) entre la mi-janvier et la mi-février, puis à 950 M EUR (139 Mds NPR) le mois suivant.

Sur les neuf premiers mois de l'exercice fiscal 2022/23, les importations se sont établies à hauteur de 8,3 Mds EUR (1200 Mds NPR) un chiffre qui reste bien inférieur aux 10,2 Mds EUR (1450 Mds NPR) d'importations observées au terme des neuf premiers mois de l'exercice fiscal précédent.

## Pakistan

### 9<sup>ème</sup> revue du programme FMI – poursuite des discussions sur la mobilisation de financements complémentaires

Dans le cadre des discussions entre le Fonds monétaire international et le Pakistan pour finaliser la 9<sup>ème</sup> revue du programme en cours, le gouvernement pakistanais a transmis cette semaine aux services du Fonds un plan de financement pour sécuriser 3 Mds USD supplémentaires. L'écart de financement (*financing gap*), estimé à 6 Mds USD dans l'hypothèse d'un déficit courant de 7 Mds USD lors de l'exercice budgétaire en cours, est déjà en partie couvert par les annonces récentes de l'Arabie saoudite, des Emirats arabes unis et de la Chine. Le complément de financement proviendrait de l'AiIB (1 Md USD), de banques commerciales et de 450 M USD de prêt budgétaire (*Resilient Institutions for Sustainable Economy RISE-II*).

### Excédent du compte courant à 645 M USD

Le compte courant pakistanais a enregistré un excédent de 654 M USD en mars, après un déficit de 36 M USD en février, contribuant à réduire le déficit courant de l'exercice budgétaire en cours de 74% - il s'établit à 3,37 Mds USD entre juillet 2022 et mars 2023. Il s'agit de l'excédent mensuel le plus fort enregistré en huit ans. Cet excédent

apparaît comme la conséquence de la politique de restriction des importations mise en place depuis un an par la Banque centrale, les importations ayant diminué de 11,25 Mds pour s'établir à 41,5 Mds USD entre juillet 2022 et mars 2023, et résulte de la hausse des transferts (+27% par rapport à février, principalement en provenance des Etats-Unis, du Royaume-Uni et d'Arabie saoudite), effet saisonnier en prévision du mois du Ramadan. Dans ce contexte, la roupie pakistanaise enregistre son plus haut niveau depuis 2 semaines et demie, s'élevant à 283,90 PKR pour 1 USD sur le marché interbancaire, soit une hausse de 0,29%.

#### Hausse de 62% des flux entrants d'IDE en mars

Les flux entrants d'investissements directs étrangers au Pakistan ont progressé de 62% entre mars et février 2023 pour atteindre 163,4 M USD (contre 30,4 M USD en mars 2022). En revanche, sur les neuf mois de l'exercice budgétaire 2023, les flux entrants d'IDE enregistrent une baisse de 22,5%, en raison de la crise politique et économique que traverse le pays. Le premier investisseur étranger reste la Chine (319,7 M USD entre juillet et mars 2023, ce qui représente 30% du total des flux).

#### Chute de la production industrielle et des exportations textiles

L'indice de la production industrielle (*Large Scale Manufacturing Industries – LSMI*) s'est replié de 5,6% en g.a au cours des huit premiers mois de l'exercice budgétaire 2023 – une chute d'un niveau comparable à celui enregistré lors de la crise sanitaire en 2020. Cette chute de la production industrielle s'explique par les restrictions aux importations qui ont pénalisé l'industrie pakistanaise fortement dépendante d'intrants importés, et qui ont entraîné des arrêts temporaires ou définitifs de la production, en particulier dans le secteur du textile. L'industrie textile, largement tournée vers l'export, a aussi enregistré une forte baisse de ses exportations entre juillet et mars 2023 (-12,4% en g.a, pour s'établir à 12,476 Mds USD).

#### L'opérateur chinois de la mine de Thar annonce diminuer de moitié sa production sur fond d'impayés liés au contrôle des changes

L'opérateur de la mine de Thar – l'entreprise chinoise China Machinery Engineering Corporation (CMEC) - a annoncé réduire prochainement de moitié sa production de charbon en raison d'impayés, qui s'élèvent à hauteur de 60 M USD. Le contractant chinois n'aurait pas été payé depuis mai 2022 pour des activités d'O&M et d'EPC dans le cadre du développement de la seconde phase du Block-II de la mine de Thar, en raison des restrictions sur la conversion et le rapatriement de devises imposées par la Banque centrale et le gouvernement pakistanais. Ce blocage pourrait avoir des répercussions sur l'extension de la mine (phase 3) et l'approvisionnement en charbon d'origine locale des centrales thermiques de Thar (330 MW), de ThalNova Power (330 MW) et de Lucky Electric Power Company (660 MW), située à Port Qasim.

#### Le Pakistan a passé sa première commande de pétrole brut russe à prix réduit

Dans le cadre d'un accord gouvernemental entre le Pakistan et la Russie, une première commande de pétrole brut à prix négocié aurait été passée à la Russie, comme l'a annoncé le ministre pakistanais de l'énergie, M. Musadik Malik. Les importations de pétrole brut en provenance de Russie dans le cadre de cet accord devraient atteindre 100 000 barils/jour. Le ministre pakistanais a annoncé également que la Pakistan's Refinery Limited (PRL) raffinerait dans un premier temps le brut russe, et que d'autres raffineries seraient incluses ultérieurement après une période d'essai. Cette annonce fait suite aux négociations bilatérales entamées depuis plusieurs mois entre Islamabad et Moscou, une délégation russe conduite par le ministre russe de l'énergie, Nikolay Shulginov s'étant rendue au Pakistan en janvier dernier pour finaliser cet accord.

## Sri Lanka

La France, le Japon et l'Inde annoncent la création d'une plateforme commune de négociation pour la restructuration de la dette bilatérale

L'initiative, qui comprend aussi les pays membres du Club de Paris, sera co-présidée par la France en sa qualité de secrétaire du Club et 4<sup>ème</sup> créancier bilatéral de Sri Lanka (3,6% de la dette bilatérale en septembre 2022), le Japon (membre du Club de Paris) en tant que deuxième créancier bilatéral (23% de la dette bilatérale) et l'Inde, pays hors-Club de Paris et troisième créancier bilatéral (15% de la dette bilatérale). Cette initiative ouverte à l'ensemble des créanciers bilatéraux a pour objectif de coordonner les négociations visant à la signature d'un accord pour la restructuration de la dette bilatérale. La Chine (premier créancier bilatéral avec 43% de la dette bilatérale) n'a pour l'instant pas manifesté sa volonté de participer à ces négociations. Le FMI a confirmé qu'il n'interviendrait pas dans la définition des modalités de cette restructuration pour laquelle les négociations se feront entre Sri Lanka et ses créanciers. Les autorités sri lankaises espèrent conclure ces négociations avant la première revue du programme FMI et la date prévue pour le versement de la seconde tranche de 330 MUSD en septembre 2023. Le besoin de financement extérieur de Sri Lanka entre 2023 et 2027 est estimé par le FMI à 23,6 Mds USD, dont 16,8 Mds USD doivent être comblés par les efforts de restructuration des créances privées et bilatérales de l'Etat.

Retour du PMI manufacturier en zone d'expansion et expansion des services en mars

L'indice PMI (Purchasing Managers' Index), publié par la Banque centrale (CBSL), est un indicateur avancé reflétant la confiance des directeurs d'achat vis-à-vis des conditions de marché (un PMI >50 indique une expansion du secteur d'un mois à l'autre, un PMI <50 une contraction).

L'industrie manufacturière connaît en mars une première expansion après neuf mois consécutifs en territoire négatif : l'indice PMI sectoriel atteint

51,4 points (+9,1 en g.m.), essentiellement tiré par l'expansion des « Nouvelles commandes » (55,9, +14,4 en g.m.) et de la « Production » (55,8, +15,8 en g.m.). L'« Emploi » (45,2, +5,2 en g.m.) et les « Stocks d'achats » (45,8, +2,3 en g.m.) poursuivent leur contraction, quoiqu'à une vitesse moindre qu'en février, du fait du non-remplacement des départs à la retraite et des démissions et de l'écoulement des stocks de matières premières en prévision d'une baisse future de leur cours. Le « Délai de livraison des fournisseurs » chute quelque peu durant le mois (47,3 points, -2,7 en g.m.). L'activité est tirée par un effet saisonnier, la période des fêtes du nouvel an cinghalais et tamoul alimentant la demande intérieure, en particulier dans le secteur alimentaire. L'amélioration de la situation économique pousse les répondants à revoir à la hausse leurs anticipations d'activité pour les trois prochains mois.

Le secteur des services connaît une expansion notable en mars : l'indice PMI sectoriel atteint 55,1 points et retourne en terrain positif (+6,4 en g.m.), tiré par le rebond des « Nouvelles activités » (59,7 points, +10,7 en g.m.), en particulier dans les services financiers, l'assurance et les services professionnels, et des « Activités commerciales » (56,1 points, +11,1 en g.m.), en particulier dans les services financiers du fait de la hausse des dépôts, dans les activités personnelles et dans une moindre mesure la santé, l'assurance, l'éducation et les services professionnels, tandis que le commerce de gros et de détail continue de se détériorer face à la chute de la consommation privée, malgré quelques améliorations associées à la période des fêtes. L'« Emploi » continue néanmoins de reculer en mars (42,9, +0,4 en g.m.), du fait des démissions, migrations et départs à la retraite malgré quelques recrutements pour préparer la saison des fêtes. Les « arriérés de travail » diminuent (46,6 points, +3,0 en g.m.). Les anticipations d'activité s'améliorent nettement (70,4, +6,9 en g.m.), portées par l'amélioration du contexte économique, même si l'augmentation des coûts opérationnels liée aux hausses du prix de l'électricité et des impôts inquiète certains répondants

## Notation des obligations souveraines à long terme par les principales agences et notes-pays Coface

	Moody's		Standard & Poor's		Fitch		Coface	
	Note-pays	Perspective	Note	Perspective	Note	Perspective	Risque-pays	Climat des affaires
<b>Inde</b>	Baa3	Stable	BBB-	Stable	BBB-	Stable	C	A4
<b>Bangladesh</b>	Ba3	Stable	BB-	Stable	BB-	Stable	C	C
<b>Pakistan</b>	Caa1	Négative	CCC+	Négative	CCC-	Négative	D	C
<b>Sri Lanka</b>	Ca	Stable	SD	Négative	RD	-	D	B
<b>Maldives</b>	Caa1	Stable	-	-	B-	Stable	C	C

La direction générale du Trésor est présente dans plus de 100 pays à travers ses Services économiques.

Pour en savoir plus sur ses missions et ses implantations : [www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international](http://www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international)



**MINISTÈRE  
DE L'ÉCONOMIE,  
DES FINANCES  
ET DE LA RELANCE**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

**Responsable de la publication :** Service économique régional de New Delhi  
Avec le concours des Services économiques du Bangladesh, Pakistan et Sri Lanka

Pour s'abonner :

[david.karmouni@dgtresor.gouv.fr](mailto:david.karmouni@dgtresor.gouv.fr)

Crédits photo :

© DG Trésor